

Retour sur la conférence nationale du NPA

Cette troisième candidature de Philippe ne se fonde pas sur un programme révolutionnaire



Délégué-e-s de la plateforme 3, nous sommes les seul-e-s à avoir voté contre la déclaration de la Conférence nationale et la troisième candidature de Philippe Poutou à la présidentielle. Nous estimons en effet que cette candidature n'est guère utile à la construction du NPA - et moins encore du parti réellement révolutionnaire dont notre classe a besoin.

Nous avons expliqué dans notre plateforme que la question du programme était la question clé et qu'une éventuelle candidature ne pouvait que lui être subordonnée. Or la déclaration de la CN confirme l'incapacité de la majorité du NPA à proposer un véritable programme révolutionnaire. D'abord, elle revendique « *un revenu tout au long de la vie, au moins égal à un SMIC de 1800 euros nets, y compris lorsque l'on est sans travail* », en se contentant de mettre en avant la nécessité de partager le temps de travail et d'interdire les licenciements. Or, au-delà de bouts de phrases plus ou moins flous, elle ne dit pas que cela est impossible sans la réorganisation planifiée de l'économie, qui suppose elle-même la conquête du pouvoir par les travailleur/se-s. Cela revient donc à semer des illusions, voire à reprendre sous une forme verbalement plus « radicale » le « revenu universel » défendu par Hamon et les libéraux de gauche... qui refusent justement de s'en prendre au capitalisme. Pour notre part, nous avons défendu au contraire la nécessité de mettre en avant la revendication d'une « garantie économique générale » assurant à chacun-e la satisfaction des besoins fondamentaux par l'extension de la sécurité sociale, la mise en place d'une caisse de salaire et d'une caisse d'investissement financées par la valeur ajoutée d'unités de production agréées (selon des critères de production et de consommation rationnels, sociaux et écologiques) par les Assemblées générales de travailleur/ses et d'usager-ère-s. Or cela implique la conquête du pouvoir par les travailleur/ses et la fin des grands groupes capitalistes, par l'expropriation immédiate des uns et l'asphyxie économique des autres.

Ensuite, la déclaration de la CN nous dit vouloir « *contrôler, socialiser et étendre les biens communs pour résoudre l'urgence sociale, sanitaire et écologique* », mais cela rime pour elle avec l'idée de « *renforcer les services publics et d'en créer de nouveaux* », et de fait elle ne dit rien de précis sur l'expropriations des capitalistes -

elle ne met en avant la « nationalisation » et la nécessité d'un « monopole public » que pour les banques (sans même indiquer que cela devrait se faire sous le contrôle des travailleur/ses et non dans une perspective réformiste). Là encore, la majorité du NPA met en avant des revendications, mais refuse de choisir entre la voie de la réforme et celle de la révolution. Pour notre part, nous avons proposé au contraire la nécessité d'exproprier les capitalistes des secteurs stratégiques et des entreprises qui licencient, de réorganiser l'économie selon un plan démocratique et écologique afin de concrétiser le projet d'une société communiste, qui passe par l'objectif de la conquête du pouvoir par les travailleur/se-s.

Enfin, la déclaration de la CN nous dit qu'il faut « *en finir avec un régime autoritaire, raciste et inégalitaire* », donc « *défendre la fin de cette république impérialiste des riches et des patrons et du présidentielisme particulièrement incarné par Macron* » ou encore la « *suppression des corps spéciaux de répression (BAC, BRAV...)* ». Or ce n'est pas là un programme révolutionnaire : des réformistes aussi veulent en finir avec cette république, et les révolutionnaires ne sauraient approuver le maintien des corps « normaux » de répression, des CRS, de la gendarmerie, des juges et procureurs non élus, des hauts fonctionnaires non contrôlés, etc. Il s'agit en effet de liquider les institutions régaliennes de l'État bourgeois et de constituer de nouvelles institutions, sur la base de la démocratie ouvrière, dont la Commune a fourni un modèle. Que ce soient des fonctions de pouvoir civil ou des tâches répressives, toutes devraient être exercées par tou-te-s, à tour de rôle, en élisant les responsables et en contrôlant les spécialistes indispensables.

... et cette candidature n'est pas non plus très utile aux luttes de notre classe

Non seulement la déclaration de la CN n'augure nullement d'une campagne politique apte à défendre le programme révolutionnaire, mais en outre elle ne propose pas de perspectives utiles aux mobilisations de notre classe. Elle ne donne même pas une analyse claire de la situation, sa description des luttes restant vague et même contradictoire : elle nous dit d'une part que « *ni les confinements ni l'empilement des lois répressives n'ont fait disparaître la radicalité de l'expérience des Gilets jaunes ou celle de la grève contre la réforme des retraites de l'hiver 2019-2020* », et que « *des luttes se développent sur le terrain de la défense des droits* » ; mais, d'autre part, la situation est marquée par « *l'offensive réactionnaire et le recul des luttes sociales, la montée du désespoir et la peur d'un avenir sombre* ». Au lieu de constater simplement que les luttes marquent le pas pour le moment, à cause des défaites précédentes et de la pandémie, la majorité du NPA prend ses désirs pour des réalités, manifestement pour tenter de justifier à toute force son idée d'un prétendu « candidat des luttes ».

Mais en outre les perspectives proposées pour les mobilisations ne sont pas plus claires : la déclaration prétend que « *la nécessité de la construction d'un mouvement d'ensemble, d'un affrontement qui puisse aller jusqu'au bout pour arracher des*

victoires, est là », comme s'il ne manquait que la coordination de luttes qui seraient en cours. Pourtant, qu'il s'agisse de construire un front unique défensif ou offensif, la majorité du NPA ne nous dit pas comment faire. En particulier, elle ignore la question clé des organisations syndicales et politiques du mouvement ouvrier, elle n'a pas un mot contre leur stratégie du « dialogue social » et des journées d'action dispersées, comme si cela n'avait pas un rôle majeur dans les défaites des années précédentes et dans la difficulté générale de mener et de coordonner les luttes. Il ne suffit pas de se prononcer contre « l'union de la gauche » (encore heureux !), de critiquer Mélenchon et LFI, ni même de se plaindre de « *l'absence de représentation anticapitaliste de masse* ». Car concrètement il y a bien des forces politiques et syndicales qui continuent d'influencer une bonne partie des masses et qui jouent un rôle important dans les luttes (surtout dans leurs défaites) comme sur le terrain électoral. Or, en ne s'adressant pas concrètement à ces forces, en n'ayant de fait aucune politique à leur égard, tout en ne proposant pas non plus un programme politique clairement contradictoire au leur, le NPA ne pourra nullement faire la différence et attirer à lui les secteurs les plus avancés de notre camp social.

En particulier, entre LFI, qui a un programme clair, quoique de type réformiste, et Lutte ouvrière, qui met en avant le projet du communisme, quoique de façon routinière et abstraite (sans compter l'éventuelle candidature d'Anasse), on ne voit vraiment pas ce que la candidature de Philippe Poutou va apporter d'utile. Il ne suffit pas d'avoir un bon profil de candidat, de tacler à la télévision des politicien-ne-s corrompu-e-s, de soutenir les luttes et d'attirer la sympathie : on a vu lors des campagnes précédentes que cela ne permettait guère de construire le NPA, et le contexte politique, notamment la polarisation sur Macron, Le Pen et Mélenchon, rendra la troisième campagne de Philippe encore moins efficace.

Dans ces conditions, nous désapprouvons les décisions de la CN et nous nous donnons l'été pour décider de la campagne que nous ferons - ou pas - dans le contexte de la présidentielle.

Les camarades des pf1 et 5 une nouvelle fois au milieu du gué

Les camarades des pf1 (courant DR) et 5 (alliance entre le courant A&R et la Fraction L'Étincelle) sont mécontent-e-s de la CN, mais ne se sont opposé-e-s ni à la déclaration finale, ni à la candidature de Philippe, préférant s'abstenir (ou de ne pas prendre au vote sur la candidature dans le cas de la pf1). D'un côté, ils/elles ne semblent pas vouloir s'investir beaucoup dans la campagne entièrement cadrée par l'alliance pf2-pf4 (soit la pfU du congrès de 2018), mais de l'autre ils/elles n'ont pas voulu voter contre son orientation. Comment comprendre cette position ambiguë ?

Les camarades de la pf5 ont tout fait pour une déclaration commune, amendant le premier projet, acceptant ensuite la réécriture proposée par la majorité et ne proposant finalement que trois petits amendements de pure formulation, semblant pinailler au lieu d'avancer des contenus politiques clairs - sans qu'on comprenne s'il s'agissait d'un

baroud d'honneur ou de la recherche de prétextes pour ne pas voter la déclaration finale.

Mais la majorité politique pf2-pf4 n'a pas fait beaucoup de concessions ou de compromis, refusant une bonne partie des propositions de la pf5 lors des commissions d'écriture et votant contre leurs ultimes amendements en séance plénière. Ainsi la pfU a-t-elle clairement indiqué qu'elle entendait plus que jamais poursuivre son orientation marquée par l'ambiguïté constante, la mise en avant d'un « anticapitalisme » flou, le refus de défendre une ligne clairement révolutionnaire, le projet d'un « parti large » au motif de reconstituer une « représentation politique » des exploité-e-s et des opprimé-e-s - mais sans préciser laquelle...

Indépendamment même du lancement de la candidature, il aurait donc été logique que les pf 1 et 5 votent contre la déclaration finale, qui exprime bien l'orientation politique de la pfU. En ne s'y opposant pas, elles ont une nouvelle fois indiqué à l'ensemble du parti qu'elles n'avaient toujours pas l'intention de se présenter comme une alternative claire à la direction actuelle, comme porteuses à terme d'une refondation révolutionnaire du NPA.

De plus, la pf5 est restée d'un bout à l'autre du processus de la CN prisonnière de la ligne que ses dirigeant-e-s avaient annoncée en prétendant que l'absence du NPA à la présidentielle serait « suicidaire ». Ainsi avaient-ils/elles accepté d'emblée de subordonner les questions de programme et d'orientation à leur priorité d'une candidature : c'est justement la raison pour laquelle la majorité pfU n'a pas jugé utile de faire beaucoup de compromis sur l'orientation - et n'a évidemment pas cédé sur sa décision que celle-ci soit portée par Philippe.

Les camarades pf5 espéraient, en revanche, qu'elle leur concéderait les porte-parole qu'ils/elles demandaient pour constituer l'équipe de campagne autour de Philippe... Mais, là aussi, la majorité pfU a refusé de les leur accorder ou plutôt leur a fait du chantage en exigeant comme condition qu'ils/elles votent la déclaration finale ! La pf5 ne pouvant évidemment pas aller jusqu'à céder à un telle façon inadmissible de procéder. Mais en se retrouvant pris en étau entre un cadrage de la campagne qu'ils/elles désapprouvent et leur idée que cette campagne serait malgré tout « vitale » pour le NPA, ils/elles se retrouvent dans la situation pénible des dindons de la farce... électorale !

(Quant à la prétendue « ARC », elle défend officiellement la « refondation révolutionnaire du NPA », mais s'est contentée d'être suiviste à l'égard de la pf5, a refusé elle aussi de s'opposer à la direction et n'a même pas voté contre la pf2 dans certaines AG électives ! Elle a voté en revanche la motion présentée par le délégué de la pf locale de Dijon dont l'axe était le rassemblement consensuel de la P2 et de la P5 et le postulat qu'on était tou-te-s d'accord sur l'orientation.)

Au-delà des choix des un-e-s et des autres sur la question de la présidentielle (nous y

reviendrons après l'été), il est plus que temps de revenir aux fondamentaux en s'attelant aux discussions de fond qui permettront de s'engager enfin dans la voie d'une véritable alternative à la direction actuelle du NPA : celle d'une refondation révolutionnaire de notre parti.

De ce point de vue, nous nous réjouissons que la pf1 ait porté lors des AG et à la CN le projet de remettre au centre des débats du parti la question du programme. Pour nous, c'était contradictoire avec leur idée de présenter Olivier à la présidentielle, car ce camarade fait partie intégrante de la pfU, n'a jamais défendu l'idée de doter le NPA d'un vrai programme révolutionnaire et s'est depuis longtemps émancipé de tout cadre collectif, y compris pour porter une parole publique qui reste largement identifiée à celle du parti. Cependant, nous espérons que, la CN étant passée, il sera possible de collaborer avec les camarades de la pf1 pour s'atteler aux questions programmatiques et porter cette nécessité dans l'ensemble du parti.

Tendance CLAIRE, le 10 juillet 2021